

LA COLOMBIE — Trente années de croissance

La croissance économique de la Colombie, étonnante du fait qu'elle dure depuis trente ans et qu'elle a été supérieure à 5 % ces dernières années, est sans pareille dans toute l'Amérique latine mais devrait se maintenir en 1996. La conjoncture demeure favorable sous l'effet d'une croissance soutenue de la consommation sur le marché intérieur. La politique d'« apertura », c'est-à-dire d'ouverture de l'économie, qu'a adoptée l'État a considérablement stimulé l'investissement et l'importation. La forte réduction des droits de douane à l'importation a donné lieu à une augmentation rapide des importations de biens de consommation de même que de la technologie et de l'équipement nécessaires pour moderniser les installations de production locales.

Canada-Colombie : le commerce et l'investissement

La Colombie, qui s'est dotée d'un régime de commerce et d'investissement parmi les plus progressistes d'Amérique latine, a été l'un des premiers pays de cette région à conclure divers accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux.

Les derniers 18 mois ont été marqués par le volume considérable des investissements canadiens dans ce pays, notamment dans les secteurs des

télécommunications et de l'énergie.

Les entreprises canadiennes aspirant à investir à l'étranger auraient intérêt à considérer la Colombie, pour plusieurs raisons, dont l'accès privilégié qu'offre ce pays aux marchés voisins, en raison des accords de libre-échange en vigueur tels que le Pacte andin (conclu avec le Pérou, la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela).

La Colombie souhaite vivement que

se créent des associations avec des entreprises canadiennes, du fait d'une reconnaissance grandissante du Canada comme source de technologie en raison de la présence très visible d'entreprises canadiennes telles que Bell Canada et TransCanada Pipelines (voir l'article dans « Les trucs du métier » page 2), Interprovincial Pipelines et Northern Telecom (Nortel) (voir l'article page VIII).

Perspectives et débouchés

• **Produits alimentaires** — La récente implantation de deux géants internationaux de la distribution des produits alimentaires, les sociétés Makro des Pays-Bas et Institutional Food Services des États-Unis, signale une révolution dans la commercialisation des aliments en Colombie. Ainsi, le marché d'importation des produits alimentaires à valeur ajoutée, auparavant réservé exclusivement aux États-Unis, s'ouvre maintenant aux producteurs et distributeurs canadiens. Dans une économie florissante et croissante, les 36 millions de Colombiens demandent de plus en plus de produits alimentaires importés.

Les entreprises canadiennes qu'intéresse le marché colombien des produits alimentaires doivent prendre les mesures qui suivent :

- * transmettre de l'information sur leurs produits à la Section commerciale de l'ambassade du Canada;
- * donner suite en téléphonant directement à des importateurs;
- * envoyer des échantillons par messenger, via l'ambassade, en prenant soin d'inscrire sur les colis « muestras sin valor comercial », c.-à-d., aucune

valeur commerciale;

* ne pas envoyer d'échantillons congelés ou réfrigérés avant d'avoir reçu de directives spéciales de l'ambassade;

* lorsque l'ambassade aura pris des dispositions pour la livraison des échantillons, donner suite par téléphone ou par télécopieur.

• **Énergie** — Les activités de la société pétrolière d'État, Ecopetrol, et d'entreprises étrangères, ont porté les réserves actuelles d'hydrocarbures de la Colombie à des niveaux sans précédents. En 1994, les investissements en exploration s'élevaient à 200 millions \$ US et ont totalisé quelque 300 millions \$ US en 1995. La production actuelle atteint 620 000 barils par jour, dont 185 000 barils extraits du gisement Cusiana. L'exploitation accrue du gisement portera la production à 500 000 barils par jour en 1997, et suppose des investissements supplémentaires de 4,6 milliards \$ US pour la construction de deux usines de traitement et d'un nouvel oléoduc de 300 km, et pour le forage d'environ

75 nouveaux puits de production.

La décision prise par le gouvernement d'améliorer le rendement énergétique a mené à l'élaboration d'un programme d'expansion de l'approvisionnement en gaz. La construction de quatre importants gazoducs aidera à porter le nombre de ménages utilisant le gaz de 600 000 à 2 millions en l'an 2000. L'exécution du programme coûtera 3 milliards \$ US.

La demande totale d'électricité, estimée à plus de 7 000 mégawatts (MW) en 1995, devrait s'accroître à un taux de 4,7 % d'ici l'an 2003. En 1994, la capacité installée était de plus de 10 000 MW. Les autorités ont déjà mis au point un plan de construction de dix nouvelles centrales thermiques et de deux complexes hydro-électriques.

• **Télécommunications** — La Colombie s'est fixé comme grand objectif de presque doubler le nombre de lignes téléphoniques par habitant et d'améliorer le service dans les régions éloignées. Par l'adoption de la Loi 37 en 1993, la Colombie est entrée dans l'ère de la téléphonie cellulaire,

Voir page VIII — La Colombie

Pour tout renseignement sur la Colombie, communiquer avec David Clendenning, MAECI, tél. : (613) 996-5548; fax : (613) 943-8806; ou avec l'ambassade du Canada, Santa Fe de Bogota, tél. : (011-57-1) 313-1355; fax : (011-57-1) 313-3046.

LE PÉROU — Y aller maintenant

Le contexte des affaires au Pérou est l'un des plus ouverts et des plus dynamiques de l'Amérique latine. La restructuration économique réalisée par le gouvernement Fujimori a entraîné la libéralisation des échanges, de l'investissement et des changes, une réforme fiscale, un recul substantiel de l'inflation et l'élimination des subventions. Par conséquent, l'économie péruvienne continue à devancer celles de la plupart de ses voisins, avec un taux de croissance réel de plus de 12 % en 1994, de 7 % en 1995 et probablement de 5-6 % en 1996.

Le recul de l'inflation, les activités permanentes de privatisation et de modernisation, de même que l'accroissement des recettes ont donné une vitalité nouvelle à l'économie péruvienne. De plus, avec la réélection du président Fujimori en 1995, on s'attend encore à au moins cinq autres années de stabilité économique.

Après avoir passé des années à l'extérieur de la communauté financière internationale, le Pérou est rentré au bercail. La Bourse affiche un des rendements les plus élevés des marchés nouveaux, et le pays obtiendra plus d'un milliard \$ US en prêts étrangers destinés à des grands projets des secteurs des infrastructures, de la santé et de l'éducation.

Depuis 1987, un programme bilatéral de l'ACDI au Pérou soutient un projet de 80 millions \$ visant la vente

d'équipement à des sociétés d'État péruviennes dans les domaines des télécommunications, du pétrole et des mines. Un certain nombre d'entreprises pourront encore acheter de l'équipement canadien par l'intermédiaire de ce projet, qui prend fin en 1998-1999.

Depuis 1994, la Corporation commerciale canadienne a conclu plusieurs affaires importantes au Pérou, d'une valeur supérieure à 33 millions \$; d'autres projets sont en cours, pour une valeur totale de 50 millions \$.

De plus, la Société pour l'expansion des exportations (SEE) est devenue un joueur important dans ce pays. En 1995, la SEE a accordé une ligne de crédit de 15 millions \$ US à Banco Wiese Ltd, et a accordé son premier prêt direct au secteur public en plus d'une décennie, soit 16,9 millions \$ US au ministère des Finances du Pérou.

Canada-Pérou : le commerce et l'investissement

Puisqu'il a simplifié son cadre réglementaire en matière d'importation et qu'il a levé la plupart des restrictions touchant le commerce international, le Pérou offre d'excellentes possibilités aux exportateurs canadiens. La réussite des entreprises canadiennes au Pérou a un effet d'entraînement; en plus d'attirer les exportateurs d'équipement et de services dans des secteurs comme les mines, elle a donné à l'ensemble des entreprises canadiennes la confiance nécessaire pour faire des affaires dans ce pays. En décembre 1995, on a créé à Lima un conseil canado-péruvien des gens d'affaires (Canada-Peru Business Council), ce qui démontre le renforcement rapide des liens entre les deux pays en matière de commerce et d'investissement.

Les échanges bilatéraux annuels

ont oscillé de 193,9 millions \$ en 1992 à 183 millions \$ en 1994, et ils devraient s'élever à quelque 200 millions \$ en 1995. Durant les neuf premiers mois de l'année 1995, les exportations canadiennes au Pérou ont augmenté de 73 %, soit 93,8 millions \$. Les principaux produits d'exportation sont les produits agricoles, l'amiante, le matériel de télécommunications, l'équipement minier, les produits pharmaceutiques et la pâte de bois. Les importations en provenance du Pérou sont passées de 64 millions \$ en 1993 à 96,3 millions \$ en 1994, les principaux produits étant les minerais et les concentrés d'argent, de plomb et de zinc, les métaux précieux, le café et le coton.

Le Pérou est maintenant doté d'un des contextes réglementaires pour

l'investissement les plus libéraux en Amérique du Sud, avec un énorme réservoir de ressources naturelles inexploitées qui offrent un potentiel énorme. Depuis 1993, plus de 20 entreprises canadiennes ont investi au Pérou, pour un total supérieur à 300 millions \$ US à ce jour. Une bonne partie des investissements du Canada seront placés dans le secteur minier — Barrick Gold Corporation étudie la possibilité d'investir 500 millions \$ US dans un projet d'exploitation de gisements aurifères et Cambior songe à un projet de 700 millions \$ US dans le secteur du cuivre. Dans le domaine de l'énergie, Ontario Hydro International Inc. a créé un partenariat avec des intérêts chiliens à l'intérieur d'un important réseau de distribution d'énergie.

Perspectives et débouchés

Étant donné le passage à une économie de marché plus ouverte, les débouchés pour l'entreprise canadienne au Pérou se manifestent dans un vaste éventail de secteurs, particulièrement les mines, le pétrole et le gaz, l'agriculture et les télécommunications.

• **Mines** — Le Pérou devient le point de mire de l'investissement minier en Amérique latine, car les investissements prévus d'ici 1999 dépasseront 7 milliards \$ US. On trouve des débouchés notamment dans les segments des technologies d'exploration, des services

de génie et de consultation, et de l'équipement. L'industrie dépense quelque 700 millions \$ US chaque année en fournitures et en équipement.

• **Pétrole et gaz** — La production

Voir page VIII — Le Pérou

Pour tout renseignement sur le Pérou, communiquer avec Charlotte Ward, MAECI, tél. : (613) 996-4199; fax : (613) 943-8806; ou avec Daniele Ayotte à l'ambassade du Canada à Lima, tél. : (011-51-1) 444-3073; fax : (011-51-1) 444-4347.